

Tribunes publiées dans le Journal n°150



Amina Khali

Majorité municipale

Au nom de la majorité municipale

Récidive. Le 13 novembre dernier, sur Facebook, Katia Gomez se faisait le relais d'un article du journal Le Monde défendant la suppression de la mention « père et mère » dans les formulaires d'état civil. Cette apologiste autoproclamée de la liberté républicaine a choisi son combat. Alors que la majorité des Français est préoccupée par son pouvoir d'achat, par la possibilité de vivre décemment des fruits de son travail et d'assumer la charge d'une famille dans une culture prétendument progressiste (qui fait pourtant très peu pour faciliter leur existence), la conseillère municipale de l'opposition (et secrétaire de section du PCF), brandissait un hashtag #égalité pour défendre la dérisoire illusion qu'un formulaire peut abolir l'anthropologie naturelle de nos sociétés millénaires. Est-ce que ce genre de « réforme » va changer le quotidien des Français ? Combien se sentent concernés par ces combats de salle d'attente ? Alors que les hommes et les femmes de ce pays demandent une juste paie pour le prix de leur travail dans un pays qui n'a d'yeux que pour la « startup nation », les progressistes leur offrent de nouveaux formulaires... Il est certainement plus facile de défendre ce genre de réformes administratives que d'améliorer le quotidien des Français. De même, il est sans aucun doute plus facile de taxer ses adversaires d'homophobie que de mener des actions sociales concrètes en faveur de tous ses concitoyens. Quelle imposture... Les communistes et les progressistes partagent finalement le même père et la même mère : la paresse et l'hypocrisie.



Katia Gomez

« Blanc-Mesnil à venir »

Au nom du groupe Blanc-Mesnil à venir

«Qui dit un mensonge en dit cent » Au sein de la majorité municipale, on pratique la désinformation. Sa dernière tribune signée par Mme KHALI en est un bel exemple. Nous vivons dans une démocratie héritée de la Révolution française. Elle offre la possibilité à chacun.e de relayer publiquement des pétitions. Celle évoquée par la majorité appelait à un débat public sur un sujet de société, la GPA. Rien de condamnable, sauf à considérer comme telle la confrontation publique de points de vue, ce qui est grave. Encore des mensonges donc, avec cette fois-ci un soupçon d'homophobie et son cortège d'inepties et d'amalgames douteux. En fait, la volonté de la majorité municipale est d'allumer un contre-feu après son procès perdu contre le BMS Judo et la désapprobation d'une partie de la population suite à la prestation devant les télévisions du directeur de cabinet du maire et Conseiller départemental, accompagnateur zélé de Zemmour condamné pour provocation à la discrimination raciale. Il n'est pas acceptable que le journal municipal souvent ponctués de diatribes anticomunistes dans ses éditoriaux, soit utilisé comme un matériel de propagande politique. Celui-ci doit avant tout servir à informer les Blanc-Mesnilois.e.s sur l'actualité de leur ville. Par ailleurs, notre groupe est composé d'élu.e.s majoritairement non communistes, rassemblé.e.s par leur même vision d'une ville solidaire, moderne et écologique. Je remercie les nombreuses personnes qui m'ont témoigné leur soutien.

Contact : bmavenir@gmail.com